



CHAPITRE 163

CHAPTER 163

Loi concernant la "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield"

An Act respecting the "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield"

[Sanctionnée le 10 février 1955]

[Assented to, the 10th of February, 1955]

Préambule.

ATTENDU que la "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield" a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée par lettres patentes émises le 17 août 1950, sous le nom de la "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield", sous le régime de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec;

Qu'elle poursuit des fins patriotiques, culturelles, sociales, éducatives et philanthropiques;

Que la pétitionnaire désire la constitution de sociétés locales;

Qu'il convient qu'une nouvelle société, dotée de pouvoirs appropriés, soit constituée pour succéder à la pétitionnaire et qu'elle soit saisie de son actif et de son passif;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Titre.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de "Charte de la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield".

SECTION I

SOCIÉTÉ DIOCÉSAIN

Société diocésaine.

2. La société diocésaine désigne la corporation constituée sous le régime de la présente section.

Preamble.

WHEREAS the "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield" has, by its petition, represented:

That it was incorporated by letters patent issued on the 17th of August, 1950, under the name of "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield", under Part III of the Quebec Companies' Act;

That its objects are patriotic, cultural, social, educational and philanthropic;

That the petitioner wishes local societies to be constituted;

That it is expedient that a new society, with appropriate powers, be incorporated to succeed to the petitioner, and to be vested with its assets and liabilities;

Whereas it is expedient to grant the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Title.

1. This act may be cited as the "Charter of the Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield".

DIVISION I

DIOCESAN SOCIETY

2. The diocesan society means the corporation incorporated under this act.

Diocesan society.

Corporation
constituée.
Nom.

3. Est par les présentes constituée une corporation ci-après appelée la "société diocésaine" sous le nom de "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield".

Jurisdiction
et
siège
social.

4. La société diocésaine a juridiction sur tout le territoire compris dans les limites du diocèse catholique romain de Valleyfield, et son siège social est en la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Membres.

5. Sont membres de la société diocésaine toutes les personnes qui sont actuellement membres de la "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield", constituée par lettres patentes émises le 17 août 1950, sous le régime des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec. Les membres de la société diocésaine doivent être citoyens canadiens, d'expression française et catholiques romains.

Fins.

6. Les fins de la société diocésaine sont l'avancement de la culture française et des intérêts religieux, culturels, sociaux, éducatifs et économiques de ses membres.

Pouvoirs.

7. La société diocésaine, pour atteindre ses fins, a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et spécialement le suivants:

- a) avoir un sceau et le modifier à volonté;
- b) ester en justice;
- c) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;
- d) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;
- e) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom ou soit au nom de fiduciaires;
- f) accepter tout don, legs, subvention ou autre libéralité;
- g) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles par tous modes légaux et à tout titre quelconque;
- h) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

3. A corporation is hereby incorporated under the name of the "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield", hereinafter called the "diocesan society".

Incorporation.
Name.

4. The diocesan society shall have jurisdiction over the whole of the territory within the limits of the Roman Catholic diocese of Valleyfield, and its corporate seat shall be in the city of Salaberry-de-Valleyfield.

Jurisdiction
and
corporate
seat.

5. All persons who are presently members of the "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield", incorporated by letters patent issued on the 17th of August, 1950, under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, shall be members of the diocesan society. The members of the diocesan society must be Roman Catholic French-speaking Canadian citizens.

Members.

6. The objects of the diocesan society are the promotion of French culture and of the religious, cultural, social, educational and economic interests of its members.

Objects.

7. The diocesan society shall, to achieve its objects, have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and especially the following:

Powers.

- a. to have a seal and alter it at will;
- b. to appear before the courts;
- c. to bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;
- d. to borrow money on its credit by any method recognized by the law;
- e. to invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;
- f. to accept any gift, legacy, subsidy or other liberality;
- g. to acquire, possess, administer and alienate all moveable property, by all legal methods and under any title whatsoever;
- h. to acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;

i) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une des siennes, lui céder tout bien quelconque, gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou engagements;

j) accorder aux personnes ayant des relations avec elle des bourses d'études ou de perfectionnement, fonder et constituer de telles bourses et en arrêter les conditions d'attribution;

k) entreprendre et conduire des souscriptions publiques pour obtenir des fonds et des ressources pour l'aider à atteindre ses fins;

l) entreprendre et diriger toute campagne d'idées et de propagande par tout mode quelconque pour favoriser ses entreprises et ses buts;

m) s'associer ou se fusionner avec toute corporation poursuivant des entreprises similaires et des œuvres en relation avec ses fins;

n) acquérir, posséder, administrer et aliéner, par tous modes légaux et à tout titre quelconque tous biens immeubles jugés nécessaires pour la poursuite de ses fins;

o) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

p) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

q) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, tout en en conservant la possession des biens meubles et immeubles, présents ou futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ses garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommis conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 280), ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

r) conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des œuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives

i. to assist any person pursuing any object similar to one of its own, cede any property to such person, gratuitously or not and make loans to and secure or guarantee the obligations and engagements of such person;

j. to grant to persons connected with it scholarships for post-graduate or other studies, to found and constitute such scholarships and to specify the conditions of awarding the same;

k. to undertake and direct public subscriptions to raise funds and resources to assist it in the attainment of its objects;

l. to undertake and direct any ideologic or propaganda campaign by any method in order to further its undertakings and objects;

m. to associate itself or merge with any corporation pursuing similar undertakings and works connected with its objects;

n. to acquire, possess, administer and alienate, by all legal methods and under any title whatsoever, any moveable property deemed necessary for the pursuance of its objects;

o. to hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

p. to issue bonds or other titles of indebtedness or securities, and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

q. notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 280), or any act that may replace the latter;

r. to make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or operations which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for

à une coopération mutuelle et à toutes fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation ou devenir actionnaire de toute compagnie poursuivant des entreprises ou activités qui peuvent l'aider dans la mise en œuvre de ses pouvoirs;

s) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

Règle-
ments.

8. La société diocésaine peut, à l'occasion, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant

a) sa régie interne;
b) l'admission, les qualités, les droits, obligations et privilèges de ses membres;
c) la nomination, les fonctions, les devoirs de ses officiers, agents ou serviteurs;
d) la constitution et la régie de conseils d'administration et de comités exécutifs auxquels peut être confié l'exercice, en tout ou en partie, des pouvoirs de la société diocésaine;

e) les conditions d'admission des sociétés locales comme membres de la société diocésaine et la détermination de leurs limites territoriales, les droits et le nombre de délégués qui les représenteront;

f) la constitution, la nomination et la régie de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins et auxquels peut être confié l'exercice, en tout ou en partie, de ses pouvoirs;

g) les conditions d'admission des membres à titre individuel, qui ne sont pas membres d'une société locale, et les droits et privilèges dont ils peuvent jouir ainsi que le mode de leur représentation à toute assemblée générale;

h) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises.

Les règlements généraux et leurs amendements doivent être approuvés par le secrétaire de la province. Après cette approbation, ils ont leur effet à compter de leur adoption.

Exercice
de droits
et pou-
voirs.

9. Les droits et pouvoirs de la société diocésaine sont exercés par l'assemblée générale de ses membres ou des délégués

other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

s. to do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

8. The diocesan society may, by by-law, as occasion arises, make, amend and repeal provisions respecting

a. its internal management;
b. the admission, qualifications, rights, obligations and privileges of its members;
c. the appointment, functions and duties of its officers, agents and servants;
d. the constitution and management of boards of directors and executive committees to which the exercise, in whole or in part, of the powers of the diocesan society may be delegated;

e. the terms of admission of local societies as members of the diocesan society, and the determination of their territorial limits and the rights and number of the delegates who shall represent such societies;

f. the constitution, appointment and management of special committees, boards or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its object and charged with the exercise of all or any of its powers;

g. the terms of admission as members of individuals who are not members of a local society, and the rights and privileges which they may enjoy as well as the mode of their representation at any general assembly;

h. the administration, management and control of its properties, works and undertakings.

The general by-laws and the amendments thereof must be approved by the Provincial Secretary. After such approval, they shall have effect from the passing thereof.

9. The rights and powers of the diocesan society shall be exercised by the general assembly of its members or of the

Exercise
of rights
and
powers.

de ces derniers, sauf lorsqu'il en est autrement prévu par règlement.

delegates of such members, except when otherwise provided by by-law.

Composition de l'assemblée générale.

10. La société diocésaine, après que cinq sociétés locales s'y seront affiliées et en seront devenues membres, peut, par règlement, décréter, aux conditions y mentionnées, que son assemblée générale ne sera composée que de sociétés locales représentées par leurs délégués.

10. The diocesan society, after five local societies shall have affiliated with and become members of it, may determine by by-law and on the conditions mentioned therein, that its general assembly shall be composed only of local societies represented by their delegates.

Composition of general assembly.

Dispositions transitoires.

11. Les directeurs actuels de la "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield", constituée sous le régime de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 17 août 1950, seront les directeurs de la société diocésaine présentement constituée jusqu'à ce qu'ils soient remplacés conformément aux règlements adoptés par cette dernière. De même, les règlements actuels de la société demeureront en vigueur jusqu'à la prochaine réunion de l'assemblée générale de la nouvelle corporation.

11. The present directors of the "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield", incorporated under Part III of the Quebec Companies' Act by letters patent dated the 17th of August, 1950, shall be the directors of the presently incorporated diocesan society, until they are replaced in conformity with the by-laws passed by the latter. The present by-laws of the society shall also remain in force until the next meeting of the general assembly of the new corporation.

Transitory provisions.

Aumônier.

12. La société diocésaine peut demander à l'évêque catholique romain du diocèse de Valleyfield la nomination d'un aumônier pour l'aviser sur toute question qui regarde la foi et la morale.

12. The diocesan society may apply to the Roman Catholic bishop of the diocese of Valleyfield, for the appointment of a chaplain to advise it on any question respecting faith and morals.

Chaplain.

Dissolution et substitution.

13. La "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield", à laquelle il est référé à l'article 11 de la présente loi, est dissoute; la société diocésaine constituée par la présente loi succède à ladite corporation éteinte et est saisie de tous ses biens et est tenue à toutes ses obligations.

13. The "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield", referred to in section 11 of this act, is dissolved; the diocesan society constituted by this act succeeds the said dissolved corporation and is seized of all its properties and liable for all its obligations.

Dissolution and substitution.

Caisses d'entr'aide.

14. La société diocésaine, agissant par son conseil d'administration, peut constituer des caisses d'entr'aide, au moyen de souscriptions et de donations, et adopter des règlements pour fixer les conditions d'admission des adhérents et les dons faits à même ces caisses et déterminer le mode d'administration de ces dernières, pourvu que la constitution et les opérations de ces caisses ne soient pas de celles qui sont prévues par la Loi des assurances de Québec, à l'exception des opérations permises aux sociétés charitables telles que définies par ladite loi.

14. The diocesan society, acting by its board of directors, may create mutual-aid funds, by means of gifts and subscriptions, and pass regulations in order to determine the conditions of admission of the adherents thereto and the donations to be made out of such funds and fix the mode of administration thereof, provided that the constitution and the operations of the said funds are not of the kind of those contemplated by the Quebec Insurance Act, except the operations permitted to the charitable societies, such as defined by the said act.

Mutual aid funds.

SECTION II

DIVISION II

SOCIÉTÉS LOCALES

LOCAL SOCIETIES

Sociétés
locales.

15. Sont dites sociétés locales les corporations constituées sous le régime de la présente section.

15. Corporations incorporated under the provisions of this division shall be called local societies. Local societies.

Déclara-
tion.

16. Quinze personnes ou plus, membres de la société diocésaine et majeures, demeurant dans les limites du diocèse catholique romain de Valleyfield, peuvent convenir d'être constitués en corporation sous le régime de la présente section et signer, à double exemplaire, une déclaration à cet effet.

16. Fifteen or more persons, being members of the diocesan society and of the age of majority, residing within the limits of the Roman Catholic diocese of Valleyfield, may agree to be incorporated under this division and sign in duplicate a declaration to that effect. Declara-
tion.

Siège
social.

17. Cette déclaration doit indiquer le siège social proposé pour la société, lequel doit être situé dans les limites du diocèse catholique romain de Valleyfield.

17. Such declaration shall indicate the proposed corporate seat of the society, which must be situated within the limits of the Roman Catholic diocese of Valleyfield. Corporate seat.

Secrétaire
de la pro-
vince.

18. Un exemplaire de cette déclaration doit être transmis au secrétaire de la province.

18. One of the duplicates of such declaration shall be forwarded to the Provincial Secretary. Provincial secretary.

Certificat
de cons-
titution.

19. Le secrétaire de la province peut constituer en corporation les signataires de la déclaration produite, ainsi que les autres personnes qui en deviendront membres, sous le nom et avec le siège social y mentionnés; il délivre sous son sceau d'office un certificat constatant la constitution de telle corporation.

19. The Provincial Secretary may incorporate the signatories of the declaration filed with him, and the other persons who shall become members thereof, under the name and with the corporate seat mentioned therein; he shall issue under his seal of office a certificate attesting such incorporation. Certifi-
cate of incorpo-
ration.

Avis.

20. Le secrétaire de la province donne avis de l'émission de son certificat la constituant en corporation dans la *Gazette officielle de Québec*.

20. The Provincial Secretary shall give notice of the issuance of his certificate of incorporation in the *Quebec Official Gazette*. Notice.

Existence
corpora-
tive.

21. A compter de la date de la publication d'un tel avis, telle corporation peut poursuivre les fins ci-après mentionnées et jouit des pouvoirs, droits et privilèges accordés par la présente section.

21. From the date of publication of such notice, such corporation may pursue the objects hereinafter mentioned and shall enjoy the powers, rights and privileges granted by this division. Corporate existence.

Fins.

22. Les fins de la société locale sont l'avancement de la culture française et des intérêts religieux, culturels, sociaux, éducatifs et économiques de ses membres.

22. The objects of the local society shall be the promotion of French culture and of the religious, cultural, social, educational and economic interests of its members. Objects.

Pouvoirs.

23. Pour la poursuite de ses fins, la société locale a les pouvoirs, droits et

23. For the pursuit of its objects, the local society shall have the powers, rights Powers.

privilèges des corporations ordinaires, et spécialement ceux qui sont mentionnés à l'article 7 de la présente loi, sauf ceux des paragraphes *j, m, n, o, p, q* et *r* dudit article.

and privileges of ordinary corporations, and especially those mentioned in section 7 of this act, except those of paragraphs *j, m, n, o, p, q, and r* of the said section.

Règle-
ments.

24. La société locale peut, à l'occasion, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant

- a) sa régie interne;
- b) l'admission, les qualités, les droits, obligations et privilèges de ses membres;
- c) la nomination, les fonctions, les devoirs de ses officiers, agents ou serviteurs;
- d) la constitution, la nomination et la régie de conseils d'administration, de comités exécutifs, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins et auxquels peut être confié l'exercice, en tout ou en partie, de ses pouvoirs;
- e) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;
- f) la poursuite, d'une manière générale, de ses fins.

24. The local society may, by by-law, as occasion arises, make, amend and repeal provisions respecting

- a. its internal management;
- b. the admission, qualifications, rights, obligations and privileges of its members;
- c. the appointment, functions and duties of its officers, agents or servants;
- d. the constitution, appointment and management of boards of directors, executive committees, special committees, boards or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its object and charged with the exercise of all or any of its powers;
- e. the administration, management and control of its property, works and undertakings;
- f. the pursuit of its objects generally.

Aumô-
nier.

25. La société locale peut demander à l'évêque catholique romain du diocèse de Valleyfield la nomination d'un aumônier pour l'aviser sur toutes les questions qui regardent la foi et la morale.

25. The local society may apply to the Roman Catholic bishop of the diocese of Valleyfield for the appointment of a chaplain to advise it on all questions respecting faith and morals.

Affilia-
tion.

26. La société locale peut devenir membre de la "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield", constituée en vertu des dispositions de la section I de la présente loi, aux conditions déterminées par les règlements de cette dernière.

26. The local society may become a member of the "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield," incorporated under the provisions of Division I of this act, on the conditions determined by the by-laws of the latter society.

Délégués.

Pour exercer ses droits de membre, la société locale peut, par son conseil d'administration, désigner, révoquer et remplacer, à l'occasion, ses délégués, au nombre établi par règlements de ladite "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield".

To exercise its rights as a member, the local society may, by its board of directors, appoint, dismiss and replace, from time to time, its delegates to the number laid down by the by-laws of the said "Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield".

Dissolu-
tion des
sociétés
locales.

27. Le secrétaire de la province, à la demande d'une société locale, peut la déclarer dissoute; il peut aussi faire une semblable déclaration à la demande de la société diocésaine; il donne avis d'une telle dissolution dans la *Gazette officielle de Québec*.

27. The Provincial Secretary, on the application of a local society, may declare such society to be dissolved; he may also make a similar statement, on the application of the diocesan society; he shall give notice of such dissolution in the *Quebec Official Gazette*.

Biens
dévolus.

Les biens de la société locale, après le paiement de ses dettes, sont dévolus à tout organisme similaire désigné par le secrétaire de la province.

The property of such local society, after payments of its debts, shall be vested in any similar organization designated by the Provincial Secretary.

Property
vested.

Entrée en
vigueur.

28. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

28. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.